

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Démocratie et représentation.

- I. J'ai assisté hier soir à une conférence / débat avec Myriam Revault d'Allones, qui vient de publier un essai sur la représentation dans l'histoire politique (« ***Le miroir et la scène*** »).

On peut résumer le cœur de son analyse en quatre points :

1. **La représentation ne se réduit pas à l'élection.** La représentation est bien plus que cela, plus qu'un seul système électif ou une délégation de pouvoir. Les systèmes représentatifs prévoient d'ailleurs une indépendance relative des gouvernants : il n'y a pas de mandat impératif, donc pas d'identité entre représentés et représentants. Car la représentation n'est pas la ressemblance, l'imitation.
2. **La « démocratie représentative » est au départ un oxymore.** Elle mêle deux sources très différentes :
 - la démocratie qui, sur le modèle antique, est la participation directe du peuple à l'exercice du pouvoir ;
 - la représentativité qui est le moyen par lequel le citoyen consent à l'exercice du pouvoir, le contrôle ; mais qui n'est pas nécessairement lié à un dispositif électif – cela a longtemps été, simplement, l'incarnation ; et continue de l'être par certains aspects.

La fusion des deux, qui paraît aujourd'hui naturelle, a pris du temps. Mais il est utile d'en distinguer les sources.
3. **La représentation n'est pas, d'abord, un concept politique.** Ce fut d'abord un concept pictural, théâtral... Il devint politique quand, au Moyen-âge, la société se détachant progressivement du divin n'a pu continuer à être pensée comme une permanence. Il a donc fallu *penser autrement ce qui fait lien*. Et la représentation a été *l'opérateur* de ce lien, en ce qu'elle a permis la mise en sens, la mise en scène de ce lien.
4. Il faut garder à l'esprit la **polyphonie de la représentation**, qui a au moins deux sens :
 - (i) **rendre présent une absence.** La représentation, dans ce sens, rend visible ou intensifie quelque chose qui existe déjà ;
 - (ii) **se représenter**, se montrer comme dans une représentation théâtrale, ce qui est aussi une façon de se constituer soi-même, notamment en tant que peuple.

II. La richesse de cette réflexion ouvre de nombreuses pistes, en particulier pour éclairer les débats sur les institutions et la crise de la démocratie.

1. Ce cadre d'analyse permet de saisir parfaitement les **ressorts du populisme et son lien avec la crise de la représentation**.

Le populisme repose tout entier sur l'idée que le peuple est une entité naturelle. Or Myriam Revault d'Allones montre que *le peuple n'existe que dans l'acte qui le fait être tel*.

Elle reprend l'image théâtrale développée par Hobbes dans le Leviathan : *le peuple* est l'auteur de la pièce que joue le souverain. Les politiques peuvent croire que ce sont eux, les auteurs de la pièce qu'ils jouent, mais non : ils n'en sont que les acteurs. Et s'ils jouent mal ou veulent interpréter un autre scénario que celui écrit pour eux par le pays, cela aboutit à une crise de la représentation...

Or aujourd'hui, avec quels acteurs le peuple se reconnaît comme l'auteur de la pièce ? On pense au renversement entendu ces dernières années dans les paroles des électeurs tentés par le FN. Ils ne disent plus « *je pense comme Marine Le Pen* », ils disent : « *Marine Le Pen pense comme moi* ». Et cela change tout. La personne de Marine Le Pen n'est plus pour eux qu'un « haut-parleur ». Ils sont donc largement imperméables à la diabolisation du parti : attaquer le porte-voix ne peut pas tarir la voix, qui est la leur. Et cette voix, puisque les gens se considèrent comme censés, est forcément modérée, pondérée, n'est pas extrême...

Là est sans doute l'une des sources premières de la crise de la représentation : dans le fait que les politiques au pouvoir ne paraissent plus, depuis longtemps, jouer le script que le pays leur avait écrit. A force, les gens se sont mis en quête d'autres acteurs.

2. Le fait que *le peuple n'existe que dans l'acte qui le fait être tel* **résonne particulièrement avec l'imaginaire français** (peut-être plus qu'avec celui d'autres pays ayant des histoires politiques différentes). Les Français ne peuvent pas se passer de politique : c'est la seule chose qui les assemble. Précisément parce qu'il n'y a pas d'origine à la France – ni romaine, ni celte, ni gauloise... – les Français ont dû développer au fil du temps des façons communes de croire, de travailler, d'appréhender le réel, de se projeter dans un possible avenir commun, seul outil qui les unisse.

Mais c'est une machinerie qu'il faut revivifier sans cesse : d'où notre rapport si particulier à la politique, mélange de déploration permanente de la façon dont elle est faite et dans le même temps, dès que l'occasion se présente, d'envie et de vivacité. Le rituel présidentiel qui commence étant évidemment le moment paroxystique de ce réveil « existentiel » du politique.

3. Sur les remèdes, Myriam Revault d'Allones montre bien que **la représentation, mécanique complexe, est toujours une illusion**. Elle n'est pas la similarité mais ne supporte pas la dissonance. *Il n'y a donc pas de représentation parfaite*, elle ne pourra jamais être transparente, adéquate. Inutile de chercher la martingale de ce côté. Car *elle relève uniquement de ce que les gens y projettent eux-mêmes*.

Dès lors, la crise de la représentation relève **d'abord de la difficulté des citoyens à se projeter dans les mécanismes représentatifs, bien plus que d'une inadéquation de ces mécanismes**. Et rien n'indique que la difficulté des citoyens à se projeter provienne avant tout d'une inadéquation de ces mécanismes. Certes, dans tous les cas, cela aboutit à un sentiment de distanciation – voire d'usurpation (oligarchie) – des représentants, que l'on voit si souvent dans les paroles des Français. Mais la démocratie n'est pas qu'une technique, et il serait sans doute vain de penser la crise de la démocratie à travers uniquement celle des institutions.

4. Le cadre proposé par Myriam Revault d'Allones met bien en valeur les deux grandes fonctions de la démocratie : la démocratie comme outil pacifique d'arbitrage et de résolution des conflits ; et la démocratie comme modalité de création du collectif. On pourrait **juger les innovations ou initiatives proposées en réponses à la crise démocratique avec cette grille** :

- à cette aune, beaucoup se perdent dans la première conception et en oublient la seconde. La majorité des « Civic Tech » se contentent ainsi de décalquer à la politique les logiques de réseau issues du web (parfois très geek), que ce soit les plateformes pétitionnaires (Change.org, Avaaz, ...) ou des outils de consultations citoyennes (GOV, Democracy OS...), proposant de voter sur des idées, des projets, de réagir aux décisions ou aux votes des députés etc.

Ces outils reposent sur une conception extrêmement individualiste de la politique, sorte de « *démocratie Trip Advisor* » où le citoyen est invité à classer les idées comme il note les hôtels ou les restaurants... (l'expression très juste est, à ma connaissance, de Stéphanie Wojcik).

Or ce n'est pas d'abord cette démocratie qui est en crise, mais bien celle qui a pour fonction de créer du lien, du collectif. Ces outils n'en proposent guère. La question centrale qu'ils n'abordent pas reste celle de la construction de la dispute commune d'une façon telle que celle-ci crée quelque chose qui la dépasse.

- Plus intéressantes sont les initiatives de « citoyens autonomes », à l'instar du mouvement des Colibris de Pierre Rabhi ou des initiatives que présentent bien le film « *Demain* ». Ces initiatives reposent, à la base, sur la création d'un collectif, constitué précisément pour pouvoir « faire » des choses, inventer à une petite échelle un autre monde, puisque le grand a failli. Le mouvement des Zèbres d'Alexandre Jardin s'inscrit également dans cette logique.

Ces outils peuvent ouvrir des pistes mais prennent le risque d'aller vers des contre-sociétés en rupture avec l'Etat et les modalités générales d'organisation de la société, donc d'aggraver la fragmentation et *in fine* la crise politique plutôt que la résoudre.

- On en revient donc à des outils plus classiques, les Scop d'éducation populaires, les militants numérique (les Youtubers d'Osons Causer...), des initiatives rattachées à des territoires, des plateformes comme Territoires hautement citoyens ou ce que tente Bernard Stiegler avec Ars Industrialis à la Plaine Commune (ce qui se fait de plus abouti ?).

Autant d'initiatives privées, difficiles à prendre en charge par l'Etat, que l'on peut néanmoins encourager, exemplifier, proposer en bonnes pratiques à partager ; voire lorsque l'objet s'y prête tenter d'étendre à l'échelle nationale (Etabl).

Aucune de ces initiatives n'aura d'effet miracle mais toutes, chacune dans son rôle, pourrait permettre d'apporter un peu de revivification nécessaire. Mais elles ne peuvent être que complémentaires à une réflexion sur la représentation, les pratiques politiques, et la symbolique de l'incarnation par les représentants pour résoudre le cœur de la crise, qui tourne sans doute autour des modalités de création politique du lien collectif.

Adrien ABECASSIS